

Saint-Denis, le 29 mai 2018

Des moyens pour l'éducation ! Pas de Garde à Vue, ni de Parcours Sup' !

Une répression scandaleuse ! La place des lycéen-ne-s et des enseignant-e-s n'est pas devant la justice !

Après 48h de garde à vue, la plupart des lycéen-ne-s interpellé-e-s le 22 mai suite à l'occupation du lycée Arago de Paris ont été libéré-e-s, mais 2 jeunes majeur-e-s restent en détention provisoire jusqu'à fin juin.

Si le camarade de SUD éducation 93, interpellé en marge de la manifestation Fonction Publique, est sorti avec un simple rappel à la loi, pour avoir emporté des lunettes de plongée en manifestation - ce qui est écoeurant en soit - plusieurs étudiant-e-s et lycéen-ne-s interpellé-e-s comparaitront dans les prochains mois, et certain-e-s sont sous contrôle judiciaire.

Parcours Sup', particulièrement discriminant pour les élèves du 93 ?

Ces lycéen-ne-s mobilisent pour la liberté de décider de leur avenir. Les premiers bilans de Parcours sup' montrent que le dispositif creuse les inégalités et que selon les lycées et les filières, tou-te-s n'ont pas les mêmes chances.

SUD Education 93 craint que Parcours Sup' porte particulièrement préjudice aux lycéen-ne-s du 93 et des départements les plus défavorisés. En effet, parmi les critères de sélection on trouve le lycée d'origine, les activités extra-scolaires ou encore le redoublement en classe de première ou de terminale. Cette sélection s'ajoute aux nombreuses discriminations territoriales que les lycéen-ne-s du 93 ont déjà subi pendant leur scolarité : le manque de remplaçant-e-s, la casse de l'Éducation prioritaire, les classes surchargées. On a décidément pas les mêmes chances quand on étudie dans un lycée du 93 et dans un lycée favorisé à Paris. Une classe terminale technologie du lycée Berthelot de Pantin compte 77 % d'élèves non affecté-e-s au 27 mai !

Le gouvernement annonce que la moitié des lycéen-ne-s ont déjà reçu une réponse positive, les premiers bilans réalisés par les syndicats montrent que les lycéen-ne-s non affecté-e-s sont sur-représenté-e-s en Seine-Saint-Denis. Le projet du gouvernement de classer 800 000 élèves sans ex-æquo sacrifie les lycéen-ne-s du 93 et n'engendre que de la perte de confiance en soi, du décrochage, et de la colère à 3 semaines du baccalauréat.

Nous revendiquons :

- l'abandon immédiat de toutes poursuites contre l'ensemble des jeunes interpellé-e-s du 22 mai.
- l'affectation de chaque élève au moins dans la filière universitaire de son choix.
- l'abrogation de la loi ORE, refus de la sélection à l'entrée de l'université, retrait des réformes du bac, des lycées, de la licence.
- un plan d'urgence pour l'enseignement supérieur et la recherche, financé à hauteur de 3 milliards d'euros par an et la création de 5 000 postes de titulaires par an.
- la création de 25 000 places en IUT et de 20 000 places en BTS pour répondre aux demandes des lycéens.

Contacts: **Maud Valegeas** 06 13 91 89 71

SUD Education 93 01.55.84.41.26 ou 06.88.66.47.23 Mail: contact@sudeducation93.org